



31 Mars 2021

Yves Kerveillant  
Président du Comité d'audit  
Solutions 30 S.E.  
3 rue de la Reine  
L-2418 Luxembourg

A Paris-La-Défense, le 31 mars 2021

Monsieur,

Entre novembre 2020 et janvier 2021, Solutions 30 S.E. (le « Client », « Solutions 30 », « S30 », « Groupe S30 », ou « vous ») a fait l'objet de nombreuses allégations potentielles de fraude et de blanchiment d'argent, en lien notamment avec le crime organisé (les « Allégations »). Ces Allégations font suite à la publication et la communication de plusieurs rapports anonymes et de courriers adressés par le fonds d'investissement Muddy Waters.

Dans ce contexte, le Conseil de surveillance, représenté par le Président du Comité d'audit, a souhaité être assisté de deux cabinets d'experts indépendants pour effectuer des travaux d'investigation au regard des Allégations. Les cabinets Didier Kling Expertises et Conseil (« DK ») et Deloitte Finance SAS (« Deloitte », « DF » ou « nous ») ont alors été sélectionnés pour conduire les investigations et analyses sur les Allégations avec des domaines d'intervention distincts.

Le cabinet DK a été engagé en décembre 2020 pour analyser les Allégations en lien avec les thématiques comptables de Solutions 30, les Allégations portant à la fois sur les comptes sociaux et consolidés.

Le cabinet Deloitte a été mandaté pour assurer la coordination des travaux d'investigation et réaliser des travaux dits Forensic sur les Allégations conformément à la lettre de mission datée du 11 décembre 2020 (« Lettre de mission ») et son avenant du 11 janvier 2021 (« Avenant »).

Ce courrier (le « Courrier ») présente une synthèse des travaux réalisés et constats en date du 31 mars 2021. Nous n'assumons aucune responsabilité quant à la mise à jour de ce Courrier pour les événements et circonstances survenus après la date de celui-ci. Nous nous réservons le droit, mais sans aucune obligation de notre part, de modifier ce Courrier si des informations supplémentaires pertinentes à nos analyses étaient portées à notre connaissance après l'émission de celui-ci.

## 1 PRESENTATION DES ALLEGATIONS ET METHODOLOGIE D'ANALYSE

### 1.1 Présentation des Allégations

Entre novembre 2020 et janvier 2021, le Groupe S30 a été l'objet de plusieurs Allégations concernant des faits potentiels de fraude et de blanchiment d'argent, en lien avec la mafia italienne. Ces Allégations sont présentées dans 4 rapports anonymes et 5 courriers diffusés par le fonds d'investissement Muddy Waters et adressés à M. Gianbeppi Fortis. La liste de ces rapports et courriers est présentée ci-après :

- **Rapports anonymes :**

- Rapport anonyme – « *Solutions 30 – diving into subsidiaries – Part 1* » qui traite principalement de certaines opérations en lien avec la société Autronic (le « Rapport anonyme Partie 1 ») ;
- Rapport anonyme – « *Solutions 30 – diving into subsidiaries – Part 2* » qui aborde essentiellement certaines opérations en lien avec la société Worldlink (le « Rapport anonyme Partie 2 ») ;
- Rapport anonyme – « *Solutions 30 – diving into subsidiaries – Part 3* » qui se concentre particulièrement sur certaines opérations en lien avec la société Connecting Cable (le « Rapport anonyme Partie 3 ») ;
- Rapport anonyme en date du 8 décembre 2020 – « *Solutions 30 – criminal links need explanation* » (le « Rapport anonyme »).

- **Courriers de Muddy Waters :**

- Lettre en date du 11 décembre 2020 ;
- Lettre en date du 15 décembre 2020 ;
- Lettre en date du 21 décembre 2020 ;
- Lettre en date du 25 janvier 2021 ;
- Lettre en date du 27 janvier 2021.

### 1.2 Méthodologie d'analyse

Les rapports anonymes et les courriers de Muddy Waters ont fait l'objet d'une analyse détaillée en vue de proposer un recensement des différentes Allégations et d'identifier les principaux sujets remontés (14 thèmes au total). Cette analyse a été partagée à plusieurs reprises avec certaines parties prenantes internes et externes du Groupe S30.

Chaque thème a ensuite été divisé en plusieurs sous-thèmes et chaque allégation a été affectée à un thème et à un sous-thème afin d'assurer une cohérence lors de son traitement.

Sur cette base, nous avons élaboré un programme de travail spécifique pour chaque allégation qui a pu évoluer au fur et à mesure de l'avancement de notre mission et de notre compréhension des enjeux associés. Ce programme de travail s'appuie sur la conduite d'entretiens, la réalisation de background checks, l'analyse de la documentation initialement mise à notre disposition par S30, l'analyse de la documentation complémentaire communiquée par S30 à notre demande, des recherches ciblées dans les systèmes comptables, une collecte Forensic et la revue de documents électroniques.

Il précise les procédures diligentées par nos soins et celles menées par le cabinet DK sur les aspects comptables et financiers.

La présentation des 14 thèmes, ainsi que la répartition des travaux entre les cabinets DK et Deloitte sont détaillées dans le tableau ci-après :

Thème	Sous-thème	Périmètre	Thème	Sous-thème	Périmètre
<b>1. Angelo Zito (AZ) et ses liens avec S30</b>	Les relations d'affaires entre S30 et AZ, un membre connu de la mafia	Deloitte	<b>9. Opérations de S30 en Espagne</b>	Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Telima España	Deloitte
	Les liens entre S30 et AZ, à travers Fabien Leger et Laura Leger	Deloitte		La consolidation d'Autronic	DK
	Les liens entre S30, Aurore Invest Fund et Green Bear	Deloitte		La comptabilisation du goodwill	DK
	Les liens entre S30 et AZ, à travers Louis Libart	Deloitte		Les fausses factures comptabilisées chez Autronic	Deloitte
<b>2. La performance financière et la croissance organique de S30</b>	La croissance exponentielle de S30	Deloitte		Les opérations comptables de 2019 de S30 Iberia	Deloitte & DK
	La croissance organique de S30	DK		L'acquisition et la cession d'Autronic	Deloitte & DK
<b>3. Le transfert du Siège de S30 au Luxembourg</b>	Le nom « AZ », l'adresse « Rue des Genêts » et certaines sociétés liées à AZ dans les états financiers de S30 et ses filiales	Deloitte	L'opération avec Connectica Groep	Deloitte & DK	
	Enregistrement de la société S30, avec l'assistance d'AZ	Deloitte	<b>10. Les opérations de S30 en Allemagne</b>	Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Connecting Cable & Digital Business Solutions (DBS)	Deloitte
	Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Brand 30 Srl & Telima Inpart Srl	Deloitte		Les opérations avec DBS	Deloitte & DK
Les créances clients de Brand 30 Srl et WW Brand Srl	DK	Les liens entre Worldlink & Melvin Randall Midrowsky		Deloitte	
<b>4. Les sociétés personnelles de Gianbeppi Fortis</b>	GIAS International	Deloitte		L'acquisition de Worldlink par S30	Deloitte & DK
	Federal	Deloitte		La performance financière de Worldlink	DK
	Pugal Ltd	Deloitte		Les critiques sur la direction de Connecting Cable	Deloitte
<b>5. La création de S30 / La Direction et le Conseil de surveillance de S30</b>	La création de S30	Deloitte	L'acquisition de Connecting Cable	Deloitte	
	La rotation des membres du Directoire et du Conseil de surveillance	Deloitte	La performance financière de Connecting Cable	DK	
	Le départ d'Olivier Raguin	Deloitte	Le changement de dénomination sociale de Connecting Cable	Deloitte	
	Francesco Serafini & l'investigation HP	Deloitte	<b>11. Les opérations de S30 en France</b>	Les opérations en lien avec CPCP Telecom	Deloitte & DK
Francesco Serafini & Dominator Yachts	Deloitte	<b>12. Les opérations de S30 en Italie</b>		Les relations entre S30 et HP, notamment Rexion & Mixnet Italia Srl	Deloitte
Alexander Sator	Deloitte		Les opérations BSI & BRSI	Deloitte & DK	
<b>6. Balkans Shared Services (BSS)</b>	La détention et consolidation de BSS par S30		Deloitte & DK	Les prêts de BSI & BRSI à S30 Italia	DK
	Les liens entre BSS et Gold Cash & Pay Network Srl		Deloitte	L'acquisition de CFC Italia Srl par S30	Deloitte
	Les liens entre BSS et MHW Consultancy Services Ltd	Deloitte	Le contrat entre S30 et Massano Srl	Deloitte	
	Les liens entre BSS et IT Special Services SPV Srl (ITSS)	Deloitte	<b>13. Les relations avec Federico Salmoiraghi</b>	La cession de BSI & BRSI à Steel Telecom	Deloitte
	Les erreurs administratives liées à la détention de BSS	Deloitte		Solutions 30 Eastern Europe	Deloitte
	La détention de BSS par RZA Connect Srl	Deloitte		Rimiflu	Deloitte
BSS, un centre de coûts	DK	Les allégations de blanchiment d'argent en lien avec Federico Salmoiraghi		Deloitte	
<b>7. Les opérations de S30 en Ukraine, aux Philippines, en Grèce, en Guyane et en Martinique</b>	La consolidation de S30 Ukraine	Deloitte & DK	La détention de Remote 30 Eastern Europe	Deloitte	
	La détention de S30 Ukraine par Solutions 30 Eastern Europe (S30 EE)	Deloitte	<b>14. Les sujets comptables et financiers</b>	Les goodwill négatifs sur la majorité des acquisitions 2018 et 2019	DK
	Les opérations de S30 aux Philippines	Deloitte		Le gain en capital de 15 millions d'euros	DK
	Les opérations de S30 en Grèce (VoCo)	Deloitte & DK		Telima Frepert	DK
Les opérations de S30 en Guyane & en Martinique	Deloitte & DK	La trésorerie de S30		DK	
<b>8. Les liens entre S30 et Volga Group</b>	Les liens entre S30 et Volga Group	Deloitte		Les dettes de S30	DK
				« Invoices to be issued » - Facture à établir	DK
			La classification des autres produits opérationnels	DK	
			L'enregistrement des frais de développement informatique	DK	
			L'acquisition d'Elmo par S30 Wschód	DK	

## 2 NOS CONCLUSIONS

Sur la base des travaux effectués à ce jour, nous n'avons pas identifié d'élément permettant de corroborer les Allégations de blanchiment d'argent, en lien avec le crime organisé.

En parallèle, il nous semble utile de souligner les constats suivants :

- Lors du transfert de son siège à Luxembourg en 2013, le Groupe S30 a été assisté par plusieurs conseils, notamment M. Fabien Leger, manager au sein de la Fiduciaire du Kiem (une des sociétés de M. Angelo Zito). C'est dans ce contexte que M. Gianbeppi Fortis a rencontré M. Angelo Zito. Ce dernier, accusé de crimes liés à la mafia, a accepté un accord de plaider coupable en 2000 et a bénéficié, compte tenu d'une absence de récidive, d'une extinction de peine. Les interactions entre M. Gianbeppi Fortis et M. Angelo Zito ont été très limitées jusqu'à la découverte de son passé criminel en 2015. La relation d'affaires a été arrêtée par la suite. M. Gianbeppi Fortis indique ne pas avoir eu connaissance du passé criminel de M. Angelo Zito. Néanmoins, nous notons que S30 ne réalisait pas de façon systématique des due diligences d'intégrité et de réputation préalablement à son entrée en relation avec des tiers, notamment sur M. Angelo Zito. Nous comprenons que le Groupe a commencé à réfléchir sur la mise en place de telles procédures.
- Plusieurs sociétés du Groupe S30 ont été constituées à partir de « coquilles vides » mises à disposition par certains conseils et/ou prestataires externes à des fins de rapidité. Il s'agit notamment des entités Brand 30, WW Brand, Telima Intpart et Balkans Shared Services. Préalablement à leur utilisation par S30, nous avons constaté pour certaines « coquilles vides » des mouvements fréquents d'actionnaires et d'administrateurs, dont certains à la réputation discutable, sans cependant avoir identifié un lien avec S30. Certaines opérations sont complexes et il apparaît parfois difficile de suivre et comprendre l'enchaînement de certains mouvements. Nous comprenons que le Groupe S30 n'utilise plus de « coquilles vides » pour créer de nouvelles entités légales.
- La structuration de certaines opérations d'acquisitions fait état de montages juridiques complexes et pouvant faire intervenir des conseils et/ou prestataires externes qui travaillent régulièrement pour le Groupe. Cette complexité conduit à une lisibilité limitée de certaines opérations, notamment par le recours à des tiers, dans la constitution de certaines entités légales ou lors d'acquisitions. Nous comprenons qu'il s'agissait d'une stratégie du Groupe lui permettant de maîtriser son périmètre de consolidation.

Ces constats mettent en exergue la nécessité d'apporter certaines actions correctives, notamment sur la gouvernance, la maîtrise du risque de réputation et l'amélioration des contrôles au sein du Groupe.

## ANNEXE 1 – ETENDUE DES TRAVAUX REALISES

Nos travaux dits Forensic sont présentés succinctement ci-après :

### Entretiens de compréhension

Nous avons conduit des entretiens avec des interlocuteurs internes et externes au Groupe S30 et mentionnés dans les Allégations. Ces entretiens nous ont permis d'obtenir une meilleure compréhension du contexte et du contenu des Allégations, ainsi qu'identifier et collecter de la documentation.

### Réalisation des background checks

Nous avons réalisé des background checks en vue de recueillir des éléments d'information disponibles dans le domaine public et relatifs à des personnes physiques et morales mentionnées dans les Allégations ou identifiées dans le cadre de nos travaux. Ces travaux ont été conduits en collaboration avec les experts Corporate Intelligence Services de notre réseau international.

Les travaux ont été menés sur 25 personnes physiques (« Individu ») et 55 personnes morales (« Entité »), collectivement les « Sujets », sur des sources publiques en lien avec les juridictions concernées (i.e. les juridictions dans lesquelles les Sujets sont actifs, à savoir : France, Luxembourg, Italie, Espagne, Allemagne, Tunisie, Royaume-Uni, Autriche, Moldavie, Roumanie, Chypre, Ukraine, Russie, Hong Kong) et dans les langues nationales.

Les principales sources d'information consultées pour réaliser ces travaux comprennent : les bases de données sociétés nationales et internationales (dont des bases de données sous licence), les registres locaux du greffe de commerce consultables en ligne, les bases de données médiatiques (locales, nationales, internationales, spécialisées), les ressources internet (dont les archives) en utilisant les moteurs de recherches adéquats, les bases de données juridiques, civiles et criminelles<sup>1</sup>, et les bases de données, qui comprennent notamment des accès aux listes de sanctions et aux listes des personnes politiquement exposées (« PEP ») au niveau mondial.

### Analyse de la documentation mise à notre disposition par Solutions 30 et recherches ciblées dans les systèmes comptables

Nous avons principalement effectué les procédures suivantes :

- Une analyse des documents initialement mis à notre disposition par S30, puis une analyse de la documentation complémentaire communiquée par S30 à notre demande ;
- Des recherches ciblées dans les systèmes comptables d'entités du Groupe S30 afin d'identifier la présence et/ou l'absence de paiements à des prestataires du Groupe sur une période donnée, définie selon le contexte de l'allégation.

---

<sup>1</sup> Pour les juridictions dans lesquelles ces informations ne sont pas disponibles en ligne, nous nous fondons sur les données publiées dans les autres bases et sources d'information recherchées afin de recueillir des informations complémentaires à ce sujet. Il convient de noter que dans certaines juridictions comprises dans le périmètre des recherches, les bases de données litiges disponibles ne sont pas toujours exhaustives et ne fournissent parfois pas d'indications quant à la date du litige. Dans certaines juridictions, l'identité des personnes physiques impliquées dans un litige peut être caviardée ou anonymisée en raison des lois sur la protection des données et le respect de la vie privée.

## Collecte Forensic et revue de documents électroniques

En décembre 2020, nous avons obtenu l'extraction complète de la boîte email Office 365 du compte de M. Gianbeppi Fortis, puis avons effectué en janvier 2021 une image Forensic de son ordinateur portable professionnel.

Nous avons alors procédé au traitement des données ainsi collectées afin d'extraire le contenu et les métadonnées des emails, de leurs pièces jointes et des documents électroniques collectés depuis l'ordinateur, et d'exclure les documents altérés, les fichiers systèmes non pertinents et les éléments en double. Durant les opérations de traitement des conteneurs mail (archives .PST et boîte courante .OST), les éléments supprimés mais récupérables depuis le white space des conteneurs ont été restaurés.

De même, les documents électroniques stockés sur l'ordinateur collecté ayant été mis à la corbeille ou supprimés (corbeille vidée), mais n'ayant pas du tout encore été écrasés par l'écriture d'autres fichiers, ont également été restaurés. Nous notons un manque de communications d'emails sur environ 6 mois, pour la période allant de janvier à juin 2019.

Après traitement et déduplication, une analyse des communications et de la documentation électronique a été conduite par des collaborateurs Forensic sur la base de critères de recherches adaptés pour chaque allégation.

### Limites d'intervention

Les constats issus de nos travaux sont fondés sur les informations, les données et les documents disponibles qui ont été mis à notre disposition au cours de notre mission. Il ne nous appartient pas de vérifier l'exhaustivité, la véracité et la qualité des informations mises à notre disposition.

Notre intervention ne constitue ni un audit, ni un examen limité effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables. Nos travaux ont été réalisés uniquement dans le cadre des procédures convenues avec vous telles que décrites dans notre Lettre de Mission et son Avenant.

Les informations contenues dans ce Courrier présentent les résultats des recherches conduites sur certaines périodes et langues données. Ainsi, nous n'avons pas identifié les informations disponibles avant les périodes de recherches et qui auraient été supprimées des sources publiques, ainsi que les informations publiées postérieurement à ces dates.

Nous avons fait appel à notre jugement professionnel en vue d'identifier les sources utiles à la conduite de la mission.

Les recherches ont été menées sur les noms exacts des Sujets. En outre, lorsque les recherches portent sur un nom relativement commun, et bien que nous limitons nos recherches grâce aux éléments d'identification obtenus préalablement ou au cours de nos recherches, nous ne pouvons garantir, sans effectuer de recherches complémentaires, que les résultats obtenus concernent bien la présente mission. Par ailleurs, il est possible que des informations discordantes soient identifiées au cours des recherches. Les résultats de nos travaux s'appuient sur les éléments identifiés au cours de nos recherches ainsi que sur le travail de recoupement que nous effectuons. Cette obligation de moyens est constitutive de notre méthode de recherche. Néanmoins, nous ne garantissons pas l'exactitude, la véracité et l'exhaustivité des informations contenues dans les bases de données et autres sources d'informations disponibles.

En outre, il est important de noter que les informations disponibles dans le domaine public ne peuvent être considérées comme exhaustives. Elles sont limitées dans certaines juridictions, notamment en raison de la disponibilité et des moyens d'accès à des informations dites publiques qui varient considérablement d'un pays à l'autre.

Les informations disponibles dans le domaine public (y compris les bases de données en ligne ou les moteurs de recherche internet) peuvent être incomplètes ou inexacts, et des informations supplémentaires peuvent ne pas avoir été fournies ou ne sont pas disponibles via des sources en ligne.

Étant donné que les périodes couvertes varient en fonction des fournisseurs de bases de données, des types d'informations recherchées et de la source des informations, il est possible que la période couverte par les sources en ligne consultées ne fournisse pas les informations recherchées.

L'analyse de la documentation électronique se fonde sur la collecte de données appartenant à M. Gianbeppi Fortis (mise à notre disposition de l'extraction complète de la boîte email Office 365 de son compte, puis image physique Forensic bit-à-bit du disque de son ordinateur portable professionnel).

Nous avons effectué notre analyse des données collectées sur la base de critères de recherches (mots-clés, plages de dates et interlocuteurs des échanges mail). Deloitte a fait appel à son jugement professionnel et aux outils de data mining à sa disposition pour identifier les critères pertinents dans le cadre de la mission. Les documents électroniques, fichiers ou emails qui ne répondaient pas à ces critères n'ont fait l'objet d'aucune consultation ou analyse.

Nous traitons les données ou informations obtenues dans le cadre de l'analyse comme confidentielles. Les emails et documents électroniques potentiellement marqués comme étant personnel ont été exclus de nos recherches et analyses. Les données sources n'ont été ni modifiées ni altérées au cours de l'analyse ou de la revue. L'information obtenue dans le cadre de notre intervention n'a été utilisée que dans le seul objet pour lequel elle nous a été remise.



## ANNEXE 2 – NOS CONSTATS FACTUELS SUR LES PRINCIPALES ALLEGATIONS EN DATE DU 31 MARS 2021

### Thème 1 - Angelo Zito (AZ) et ses liens avec S30

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Les relations d'affaires entre S30 et AZ, un membre connu de la mafia	La constitution de S30 S.E. en octobre 2013 aurait été réalisée avec l'assistance d'AZ.	Nous notons que le transfert du Siège de S30 au Luxembourg a été principalement réalisé avec l'aide de M. Fabien Leger, manager au sein de la Fiduciaire du Kiem (une des sociétés d'AZ).  Les interactions entre M. Gianbeppi Fortis et AZ ont été très limitées jusqu'à la découverte du passé criminel d'AZ en 2015. La relation d'affaires a été arrêtée par la suite.
	AZ aurait fait l'objet d'une condamnation pour association mafieuse (peine de prison, puis extinction de peine).	Nous notons qu'AZ, accusé de crimes liés à la mafia, a accepté un accord de plaider coupable en 2000 et a bénéficié, compte tenu d'une absence de récidive, d'une extinction de peine de sorte que sa condamnation initiale a été supprimée, en 2011, de son casier judiciaire.
	La direction de S30 aurait été informée du passé criminel d'AZ.	Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de confirmer que la direction de S30 était informée du passé criminel d'AZ avant 2015.
Les liens entre S30 et AZ, à travers M. Fabien Leger et Mme Laura Leger	La continuité de la relation d'affaires entre AZ et S30 existerait toujours à travers ses anciens salariés (M. Fabien Leger et Mme Laura Leger) et anciens prestataires (M. Louis Libart), à la suite de la découverte du passé d'AZ.	Nous n'avons pas identifié d'élément mettant en évidence une continuité de relation d'affaires entre AZ et S30 depuis fin 2015.
Les liens entre S30 Aurore Invest Fund et Green Bear		
Les liens entre S30 et AZ, à travers M. Louis Libart		

### Thème 2 - La performance financière et la croissance organique de S30

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
La croissance exponentielle de S30	La progression du chiffre d'affaires aurait été significative après le déménagement du siège social de S30 S.E. au Luxembourg.	Nos travaux ont permis de rationaliser la progression du chiffre d'affaires du Groupe S30 qui s'explique principalement par des acquisitions et le volume d'activités effectué avec les principaux clients.

## Thème 3 - Le transfert du Siège de S30 au Luxembourg

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Le nom « AZ », l'adresse « Rue des Genêts » et certaines sociétés liées à AZ dans les états financiers de S30 et ses filiales	Le nom d'AZ, l'adresse « Rue des Genêts » et certaines sociétés liées à AZ apparaîtraient régulièrement dans les états financiers et les annexes de S30 et ses filiales au Luxembourg.	Nos travaux ont permis de comprendre les liens entre AZ, l'utilisation de l'adresse « Rue des Genêts » et la création des entités Telima Intpart, Brand 30 et WW Brand au moment du transfert du siège social de S30 au Luxembourg.
Enregistrement de S30, avec l'assistance d'AZ	L'immatriculation de S30 au Luxembourg ferait état d'une adresse « Rue des Genêts » et aurait été réalisée avec l'assistance d'AZ, à travers sa société Fiduciaire du Kiem.	
Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Brand 30 Srl et Telima Intpart Srl	Il existerait un lien entre les sociétés mises à disposition par AZ (les « coquilles vides ») pour le transfert du siège social de S30 au Luxembourg, et des actes de blanchiment d'argent, de fraude et de détournements de fonds.	Nous comprenons que les « coquilles vides » listées dans les Allégations ont fait l'objet de changements d'actionnaires préalablement à leurs rachats par S30.  Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de corroborer l'allégation sur l'utilisation des « coquilles vides » pour réaliser des actes de blanchiment d'argent, de fraude et de détournements de fonds.
	Des changements d'actionnaires seraient effectués lors du transfert du siège de S30 au Luxembourg et de la création des sociétés Telima Intpart, Brand 30 et WW Brand.	
	Il existerait une relation potentielle entre S30 et M. Paul Kythreotis (individu lié à des allégations de fraude et de détournements de fonds) via la création de la filiale Brand 30.	Nous n'avons identifié aucun élément permettant de mettre en évidence une relation entre S30 et M. Paul Kythreotis. Nous notons que M. Paul Kythreotis a été administrateur et actionnaire minoritaire de Lexpark Properties Ltd, elle-même actionnaire de Brand 30 avant le rachat par S30.

## Thème 4 - Les sociétés personnelles de Gianbeppe Fortis

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
GIAS International	GIAS International aurait lancé ses activités avec S30 avant sa constitution en octobre 2013.	Nos travaux ont mis en évidence qu'un contrat de prestations a été signé entre S30 et une société GIAS International SARL en septembre 2013, avant la constitution officielle de GIAS International SA en octobre 2013.  En septembre 2013, la forme juridique envisagée était une SARL. Le contrat n'a pas été mis à jour par la suite lorsque GIAS International a été constituée en SA et a exécuté et continue d'exécuter les prestations prévues au contrat.

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
	Il existerait un lien entre AZ et GIAS International, à travers Aelsion Investissements et la Fiduciaire Beaumanoir.	Nos travaux ont permis de constater qu'il existait un lien entre AZ et GIAS International SA lors de la création de la société, à travers Aelsion Investissements et la Fiduciaire Beaumanoir, deux sociétés appartenant à AZ.
	Il existerait un lien entre M. Fabien Leger et Mme Laura Leger avec GIAS International, via leur société Mathilux SARL.	Ce lien a pris fin respectivement en novembre 2013 lorsque M. Gianbeppi Fortis a acquis la totalité des actions de GIAS International détenues par Aelsion Investissements SA, puis au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 lorsque la Fiduciaire Beaumanoir, auditeur de GIAS International, a été remplacée par Mathilux SARL.  Nos recherches ont mis en évidence que la société est détenue par M. Libart.
	Le capital social de GIAS International apporté à sa constitution par Aelsion Investissements appartiendrait toujours à Aelsion Investissements.	Nos travaux ont permis de confirmer que l'intégralité du capital social de GIAS International SA est détenue par M. Gianbeppi Fortis depuis le 26 novembre 2013.
Federalol	Federalol aurait été absorbée par GIAS International en décembre 2013 et non en juillet 2017, comme déclaré dans le prospectus 2020 de S30.	Nos travaux ont mis en exergue que les titres de la société Federalol ont été apportés par M. Gianbeppi Fortis à la société GIAS International SA lors de l'opération d'augmentation de capital de décembre 2013 à laquelle M. Gianbeppi Fortis a totalement souscrit.  La société Federalol a été par la suite dissoute et radiée en avril 2017 après une opération de transmission de patrimoine universel à la société GIAS International SA.
Pugal Ltd	Le mandat de Directeur de M. Gianbeppi Fortis dans Pugal n'aurait pas été communiqué dans les comptes de S30 depuis 2015 et dans le prospectus 2020.	Nos travaux ont permis de confirmer que l'associé unique de Pugal est GIAS International SA dont le bénéficiaire effectif à 100% est M. Gianbeppi Fortis. M. Gianbeppi Fortis n'a déclaré que son mandat de gérant de GIAS dans les rapports annuels 2017 à 2019 et dans le prospectus 2020.

## Thème 5 - La création de S30 / La Direction et le Conseil de surveillance de S30

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
La création de S30	Les circonstances de la création de S30 mentionnées sur le site internet du Groupe ne reflèteraient pas la réalité.	Nos travaux nous ont permis de reconstituer les différentes étapes de la création de S30. Nous notons que certaines précisions pourraient être apportées aux éléments déjà présentés sur le site internet.
La rotation des membres du Directoire et du Conseil de surveillance	Il existerait une forte rotation des membres du Directoire et du Conseil de surveillance de S30.	Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de justifier cette allégation. Nous notons une rotation limitée des membres du Directoire et du Conseil de surveillance de S30. Les mouvements ont été expliqués par des raisons circonstanciées.

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Le départ d'Olivier Raguin	La démission de M. Olivier Raguin du Directoire de S30 serait liée à des problèmes financiers qui auraient été évoqués lors de l'annonce des résultats du 1er trimestre 2020. Elle aurait un lien avec la démission de M. Karim Rachedi.	Nos travaux ont démontré que le départ de M. Olivier Raguin du Directoire de S30 est strictement lié à des raisons familiales (non détaillées à des fins de respect de la vie privée).  Son départ n'est pas lié à la démission de M. Karim Rachedi, qui est intervenue plus d'un an après.
Francesco Serafini & l'investigation HP	M. Francesco Serafini, membre du Conseil de surveillance de S30, aurait été en charge de la zone EMEA chez Hewlett Packard (HP) lors du lancement d'une investigation par les autorités américaines en décembre 2009. Cette investigation concernerait des faits de corruption et de blanchiment d'argent en Russie et en Pologne. En raison de cette enquête, les responsabilités de M. Francesco Serafini au sein de HP auraient soudainement évolué en avril 2010 vers « <i>Emerging Markets</i> » et il aurait quitté le groupe à l'âge de 59 ans.	Nos travaux ont mis en évidence que M. Francesco Serafini a été Managing Director de la région EMEA chez HP de 2005 à 2010.  Nous n'avons identifié aucun élément permettant de corroborer qu'il a été impliqué dans les investigations lancées par les autorités américaines.
Francesco Serafini & Dominator Yachts	M. Francesco Serafini, peu après son départ en retraite, aurait investi dans Dominator Yachts, une société de construction de bateaux de luxe. Cette société serait immatriculée en Autriche et contrôlée par une entreprise au Lichtenstein. L'autre actionnaire de Dominator Yachts serait M. Wolfgang Pernsteiner et le PDG serait la fille de M. Francesco Serafini.	Nos travaux ont mis en évidence que M. Francesco Serafini et M. Wolfgang Pernsteiner étaient actionnaires à hauteur de 50% chacun dans Dominator Yachts, une société italienne de conception et production de yachts de luxe.  Dominator Yachts était détenue par Dominator International GmbH, une société de droit autrichien qui n'est pas contrôlée par une entreprise située au Lichtenstein.  La fille de M. Francesco Serafini n'est pas PDG de Dominator Yachts. Ce poste est occupé par la même personne depuis 2011.  Dominator Yachts a été dissoute en novembre 2016 et Dominator International GmbH est en cours de liquidation depuis 2018.  Nous n'avons pas identifié de « <i>red flag</i> » sur les sociétés Dominator Yachts et Dominator International GmbH, notamment en lien avec du blanchiment d'argent ou de la corruption.
Alexander Sator	M. Alexander Sator, Président du Conseil de surveillance de S30, aurait été <i>director</i> et un des actionnaires principaux de Telit Communications. Depuis, il aurait démissionné et le <i>Board</i> aurait été remplacé après avoir découvert que le cofondateur Uzi Katz (Oozi Cats) serait recherché pour fraude par les autorités américaines.	Nos travaux ont mis en avant que M. Alexander Sator a été directeur de Telit Communications de 2010 à 2012 et actionnaire minoritaire à travers Sapfi Kapital Management GmbH entre 2010 et 2013.  Nous n'avons pas identifié de lien entre la démission de M. Alexander Sator et les problèmes judiciaires d'Oozi Cats révélés en 2017.

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
La détention de BSS par S30	<p>BSS aurait été constituée en rachetant une « coquille vide » avec l'assistance de S30 EE appartenant à M. Federico Salmoiraghi.</p> <p>BSS serait en processus de liquidation depuis le 19 novembre 2019. Cette information aurait été reportée par S30 dans les états financiers du 1<sup>er</sup> semestre 2020.</p>	<p>Nos travaux ont mis en évidence que BSS a été constituée à la suite du rachat d'une « coquille vide ». Il était prévu que la société soit détenue par S30 S.E., ce qui n'a pas été le cas à la suite d'erreurs administratives.</p> <p>Nous notons que BSS a été dissoute le 23 juin 2020.</p>
Les liens entre BSS et Gold Cash & Pay Network Srl	BSS partagerait son adresse avec la société Gold Cash & Pay Network Srl Romania, qui travaillerait pour Wirecard Romania et serait liée à la société MHW Consultancy Services Ltd, qui opèrerait dans un secteur en lien avec la mafia.	Nous avons mis en exergue que les sociétés BSS et Gold Cash & Pay Network Srl partagent la même adresse en Roumanie.
Les liens entre BSS et MHW Consultancy Services Ltd		<p>Nous n'avons identifié aucune mention de Wirecard sur le site internet de Gold Cash &amp; Pay Network Roumanie.</p> <p>Gold Cash &amp; Pay Network Srl et MHW Consultancy Services Ltd partagent les mêmes actionnaires. Nous n'avons toutefois pas identifié de lien entre ces deux sociétés et BSS, autre que la même adresse.</p>
Les liens entre BSS et ITSS	<p>BSS détiendrait 99,5% dans ITSS constituée d'actifs évalués à un montant d'environ 188K€.</p> <p>S30 aurait racheté BSS pour une valeur nominale d'environ 5K€, soit inférieure à la valeur réelle de BSS du fait de sa détention dans ITSS. Cette transaction pourrait être associée à une opération de blanchiment d'argent.</p>	<p>Nos travaux ont mis en évidence que BSS détient 99,5% de ITSS depuis décembre 2018, les 0,5% restants étant détenus par Outmax Services Corp. Srl. A ce jour, nous n'avons obtenu aucun document permettant d'infirmar ce point.</p> <p>Lors de nos analyses, nous avons identifié un contrat de développement informatique d'un logiciel entre S30 et ITSS en date de janvier 2018 qui aurait été revendu à un client. La documentation support reste à ce jour limitée.</p>
Les erreurs administratives liées à la détention de BSS	<p>BSS n'aurait pas été créée, ni appartenue à S30. Les derniers actionnaires de BSS seraient M. Mohamed Iyed Masmoudi et Mme Sanda-Lina-Maria Serban.</p> <p>Un changement d'actionariat fréquent aurait eu lieu sur la période du 7 juillet 2019 au 19 novembre 2019.</p>	<p>Nos travaux ont permis de vérifier les allégations. Nous notons que M. Mohamed Iyed Masmoudi (salarié S30) et Mme Sanda-Lina-Maria Serban étaient les derniers actionnaires de BSS avant sa dissolution. Nous comprenons qu'il s'agit d'une erreur administrative.</p> <p>Nous constatons de nombreux mouvements au sein de la structure actionariale en 2018 et 2019 sans explication évidente. Les personnes identifiées, à l'exception de M. Mohamed Iyed Masmoudi, sont directement ou indirectement liées à M. Federico Salmoiraghi.</p>
La détention de BSS par RZA Connect Srl	BSS aurait été antérieurement détenue par RZA Connect Srl, une société appartenant à M. Federico Salmoiraghi.	Nos travaux ont mis en avant que RZA Connect Srl a été actionnaire de BSS de mars à décembre 2018. RZA est détenue par Swordfish Advisory Service Srl (société liée à M. Federico Salmoiraghi).

## Thème 7 - Les opérations de S30 en Ukraine, aux Philippines, en Grèce, en Guyane et en Martinique

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
La consolidation de S30 Ukraine	S30 aurait une filiale en Ukraine, qui ne serait pas présentée dans les états financiers et ne serait pas consolidée dans le périmètre du Groupe.	Sur la base de nos travaux, nous n'avons identifié aucun élément permettant de remettre en cause la non prise en compte de S30 Ukraine dans le périmètre de consolidation du Groupe S30.
La détention de S30 Ukraine par S30 EE	S30 Ukraine serait associée à la marque S30. Il existerait un lien entre M. Federico Salmoiraghi et S30 Ukraine, via la société S30 EE.	Nos travaux ont permis de corroborer cette allégation. S30 Ukraine est détenue à 100% par S30 EE, elle-même détenue à 100% par Swordfish Advisory Service Srl (société liée à M. Federico Salmoiraghi).
Les opérations de S30 aux Philippines	S30 aurait, compte tenu des opérations effectuées aux Philippines, une filiale non déclarée dans ce pays.	Nous n'avons identifié aucun élément permettant de confirmer l'existence d'une filiale de S30 aux Philippines. Les activités réalisées aux Philippines sont effectuées par un sous-traitant.
Les opérations de S30 en Grèce (VoCo)	La filiale de S30 en Grèce, la société VoCo, ne serait pas mentionnée dans le rapport annuel.	Nos travaux ont permis de constater que la société VoCo, compte tenu de son activité non significative au regard du Groupe S30, n'était pas mentionnée dans les comptes consolidés 2019 de S30, les filiales non consolidées n'étant pas présentées.
Les opérations de S30 en Guyane & en Martinique	Les entreprises seraient des « boîtes aux lettres » et seraient situées dans un bureau partagé. Cette situation serait incohérente pour des entreprises avec un tel volume d'activités.	Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de corroborer l'allégation. Nous observons que les filiales S30 en Guyane et en Martinique ont une présence physique dans ces deux régions et disposent de structures administratives et opérationnelles compte tenu des activités locales.

## Thème 8 - Les liens entre S30 et Volga Group

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Les liens entre S30 et Volga Group	S30 S.E. serait domiciliée à la même adresse que le Groupe Volga dont le dirigeant, M. Gennaddy Timchenko, aurait des problèmes avec la justice. Volga Group serait inscrit sur les listes de Sanctions de l'US Treasury department.	Selon nos travaux, aucun document officiel issu du Registre de commerce et des sociétés Luxembourgeois n'atteste que des sociétés du Groupe Volga ont été / sont domiciliées au 3 rue de la Reine à Luxembourg.



## Thème 9 - Les opérations de S30 en Espagne

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Telima España	Certaines opérations de création et de dissolution d'entreprises, notamment en lien avec Telima España, seraient comparables à des schémas de blanchiment d'argent. Les conditions de liquidation de cette société mériteraient d'être étudiées.	Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de corroborer l'allégation en lien avec les faits de blanchiment d'argent.
Les fausses factures comptabilisées chez Autronic	L'administration fiscale espagnole considérerait qu'Autronic aurait reçu des factures qui ne correspondraient pas à de réelles opérations. Un montant de 420k€ aurait été provisionné dans les comptes d'Autronic.	Nos travaux ont permis de confirmer cette allégation. En revanche, les factures concernées ont été établies entre 2007 et 2009, avant le rachat d'Autronic par S30. Le risque fiscal, qui faisait l'objet d'une provision, avait été identifié lors des due diligences d'acquisition.
Les opérations comptables de 2019 de S30 Iberia	S30 aurait procédé, en 2019, à une fusion-absorption de plusieurs entités espagnoles (Provisiona ESG, Solutions 30 Noreste 2018, Magaez Telecomunicaciones, and Vitgo Comunicaciones) dans S30 Iberia afin de dissimuler le passé de Vitgo.	Nos travaux ont permis d'identifier que la fusion-absorption des entités citées dans l'allégation avait pour objectif une simplification de la structure juridique afin de réduire les coûts.
L'acquisition et la cession d'Autronic	S30 aurait payé 3,5m€ pour acheter 50% d'Autronic en 2016 et aurait cédé ses parts à la société I.O.B PROCEDURES S.L pour un euro en mars 2018.	S30 a acquis 50% d'Autronic en 2016 auprès d'Alonso Muras Inversiones (« AMI ») pour 3,5m€, puis a cédé 1% à AMI en mai 2017 pour 70k€.  En mars 2018, S30 achète 51% des parts d'Autronic à AMI pour un euro. Ces 51% sont revendus immédiatement à I.O.B pour le même montant.  Nos travaux ont permis d'identifier des échanges d'emails indiquant que S30 a mis en place un montage juridique, en présence de conseils juridiques, via une cession de parts à I.O.B en mars 2018, conduisant à ne pas consolider intégralement Autronic en 2018.
L'opération avec Connectica Groep	Comme Autronic, la consolidation de Connectica Groep, une entité hollandaise, dans les comptes de S30 serait remise en cause.	Nos travaux ont permis d'identifier des échanges d'emails indiquant que S30 a mis en place un montage juridique via une cession de parts à un tiers de confiance en octobre 2017 qui avait pour objectif de ne pas consolider intégralement Connectica Groep en 2017.  Or, compte tenu de son activité non significative au regard du Groupe S30, Connectica Groep n'a pas été consolidée dans les comptes du Groupe S30 en 2017.

## Thème 10 - Les opérations de S30 en Allemagne

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Des opérations comparables à des schémas de blanchiment d'argent / Connecting Cable & DBS	Certaines opérations de création et de dissolution d'entreprises, notamment en lien avec Connecting Cable & DBS, seraient comparables à des schémas de blanchiment d'argent.	Nous n'avons pas identifié d'élément permettant de corroborer l'allégation en lien avec les faits de blanchiment d'argent.
Les opérations avec DBS	DBS serait en liquidation, sans activité depuis 2018. Cependant, les registres juridiques auraient été révisés en 2020.	Nos travaux ont mis en évidence que DBS est en cours de liquidation.
	DBS aurait octroyé des prêts à M. Gianbeppi Fortis de 130k€ en 2015 et de 200k€ en 2020. Ces prêts ne seraient pas présentés dans les comptes de S30 S.E.	Nous n'avons identifié aucun élément permettant de corroborer l'allégation qui est le résultat d'une erreur de traduction dans le Rapport anonyme.
Les liens entre Worldlink & Melvin Randall Midrowsky	L'actionnaire de Worldlink, Melvin Randall Midrowsky, serait lié au scandale PrimaCom.	Nos travaux ont permis d'identifier une procédure judiciaire liée à M. Melvin Randall Midrowsky sans aucun lien avec S30.
L'acquisition de Worldlink par S30	Il y aurait un questionnement autour de l'acquisition de Worldlink, par S30 et Aurore Invest Fund, un fonds d'investissement dont M. Fabien Leger serait directeur. Cette opération constituerait une connexion entre S30, M. Fabien Leger et AZ.	Nous n'avons identifié aucun élément permettant de confirmer la connexion entre S30 et AZ.  Nos travaux ont permis d'identifier des emails faisant état d'échanges concernant la structuration de l'acquisition de Worldlink. Ceux-ci aboutissent à une répartition du capital entre S30, Aurore Invest Fund (« <i>friendly fund</i> ») et une personne physique, respectivement à hauteur de 20%, 40% et 40%.
Les critiques sur la direction de Connecting Cable	Des critiques concernant le manque d'intégrité de la direction dans le dialogue social chez Connecting Cable auraient été formulées par des anciens salariés.	Nos travaux ont permis d'identifier les critiques qui ont été formulées à l'encontre de la direction de Connecting Cable. La personne visée par ces critiques ne fait plus partie des effectifs du Groupe S30.
L'acquisition de Connecting Cable	L'évolution de la structure actionnariale de Connecting Cable entre 2014 et 2015 serait questionnée (première acquisition de 50% des parts par DBS, puis achat de 100% des parts et répartition du capital entre trois sociétés du Groupe S30 S.E., WW Brand Srl et Brand 30 Srl).	Nos travaux ont permis de vérifier la structuration de l'acquisition de Connecting Cable et la répartition de son capital à partir de 2015 entre les trois sociétés du Groupe S30 S.E., WW Brand Srl et Brand 30 Srl. Cette organisation a été mise en place à l'aide de conseils juridiques et fiscaux.
Le changement de dénomination sociale de Connecting Cable	Un changement de dénomination sociale et d'adresse de Connecting Cable aurait été noté en 2017 et en 2018. M. Gianbeppi Fortis aurait pris le rôle de <i>Managing Director</i> de Connecting Cable en 2018.	Nos travaux ont permis de confirmer l'allégation. En revanche, ces décisions ont été prises pour des raisons justifiées.



## Thème 11 - Les opérations de S30 en France

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Les opérations en lien avec CPCP Telecom	Il existerait un écart de 4,2m€ entre le montant payé par S30 pour le rachat des 48% de CPCP en 2017 et la somme perçue par le vendeur. Cette différence s'expliquerait par un « <i>success fee</i> » initial d'un montant de 0,9m€ et un « <i>success fee</i> » de 3,3m€ conditionné à la performance de CPCP.	<p>Nos travaux ont permis de vérifier cette allégation. Nous comprenons que cet écart de 4,2m€ correspond à des honoraires versés à LFB Solutions, une société détenue par Mme Laura Leger.</p> <p>Cette prestation définie dans une lettre mission en date du 2 février 2017 est présentée comme des « <i>success fee</i> ». Selon notre compréhension, il s'agit en réalité de charges opérationnelles d'un montant de 3,3m€ engagées par LFB Solutions pour le compte de CPCP.</p> <p>Une consultation d'un avocat mandaté par LFB Solutions a établi que ces services ont été rendus par deux prestataires sans en préciser les noms.</p>
	La notion de contrôle de S30 sur CPCP et la méthode de consolidation de la société dans les comptes consolidés de S30 jusqu'au 1 <sup>er</sup> août 2018, en particulier compte tenu du rôle de M. Fabien Leger dans la transaction et de son lien de proximité avec S30, serait remise en cause. M. Fabien Leger aurait été Président de CPCP et serait administrateur au sein d'Aurore Invest qui aurait détenu une participation de 3% au sein de CPCP.	Nos travaux ont permis de corroborer que M. Fabien Leger a été Président de CPCP Telecom entre juin 2017 et juillet 2018. Il est également administrateur du fonds Aurore Invest qui a détenu une participation de 3% au sein de CPCP entre juin 2017 et juillet 2018 acquise pour un montant de 450k€. Cette participation a été cédée à S30 pour 527k€.
	La relation entre S30 et AZ serait encore actuelle, à travers M. Fabien Leger et son rôle dans l'opération CPCP.	Nous n'avons pas identifié d'élément mettant en évidence une continuité de relation d'affaires entre AZ et S30.

## Thème 12 - Les opérations de S30 en Italie

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Les relations entre S30 et HP, notamment Rexion & Mixnet Italia Srl	Il existerait un lien entre S30 et HP, notamment à travers l'acquisition de Rexion et de Mixnet Italia Srl. Ces entreprises sont des prestataires de HP.	<p>Nos travaux ont mis en avant que les sociétés Rexion et Mixnet Italia Srl sont des anciens prestataires d'HP, client significatif de S30.</p> <p>Nous avons constaté que HP a été impliqué dans certaines discussions conduites dans le cadre du processus d'acquisition des sociétés Rexion et Mixnet Italia Srl.</p>

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
<p>Les opérations BSI &amp; BRSI</p>	<p>BSI et BRSI auraient été créées à la suite de la signature d'un contrat de partenariat avec DXC, une entreprise issue de la fusion entre CSC et la division « <i>Enterprise service business</i> » de HP. BSI et BRSI auraient été détenues à 90% par S30 et à 10% par F2LInvest, une société de M. Francesco Serafini. Le 20 décembre 2019, BSI et BRSI auraient été cédées à Steel Telecom Srl pour 2,2m€. Dans le cadre cette cession, M. Francesco Serafini aurait vendu sa participation de 10% à S30 sur la base d'une valorisation de 4,3 m€ (0,43m€) alors que S30, via sa filiale S30 Italia, aurait vendu peu de temps après 100% de ces sociétés sur la base d'une valorisation de 2,2 m€.</p>	<p>Nos travaux ont permis de corroborer cette allégation. Nous notons que M. Francesco Serafini est actionnaire unique et gérant de la société F2LInvest. Il a également été actionnaire minoritaire et Président du Conseil d'administration de BSI et BRSI.</p> <p>Nous comprenons que M. Francesco Serafini a joué un rôle important dans ces opérations, notamment compte-tenu de ses anciennes fonctions chez HP.</p> <p>Nous notons que les membres du Conseil de surveillance de S30 ont considéré que l'indépendance de M. Francesco Serafini n'était pas remise en cause par ses détentions et fonctions au sein de BSI et BRSI.</p>
<p>L'acquisition de CFC Italia Srl par S30</p>	<p>Dans le cadre de l'opération avec S30, le fondateur de CFC Italia Srl, M. Francesco Paolo Leggio, aurait conservé 30% de l'entreprise et ferait partie d'une famille de mafieux.</p>	<p>Nos travaux n'ont pas mis en avant de lien entre M. Francesco Paolo Leggio et la mafia italienne.</p>
<p>Le contrat entre S30 et Massano Srl</p>	<p>S30 aurait un contrat de 5 ans avec la société Massano Srl pour un montant de 120k€. M. Giuseppe Massano aurait assigné à résidence pendant 10 mois pour des faits de détournements de fonds et de fraude.</p>	<p>Nos travaux ont permis de démontrer l'existence du contrat de location gérance entre S30 et Massano Srl. En revanche, l'allégation en lien avec l'assignation de M. Giuseppe Massano est inexacte. Nous comprenons que M. Giuseppe Massano a été assigné à résidence environ 20 jours.</p>

## Thème 13 - Les relations avec Federico Salmoiraghi

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
La cession de BSI & BRSI à Steel Telecom	<p>Les sociétés BSI et BRSI auraient été cédées à Steel Telecom pour 2,2m€. L'administrateur unique de Steel Telecom serait Mme Deborah Gambacorta, la conjointe de M. Federico Salmoiraghi. La société mère de Steel Telecom serait Salmo Services GmbH située en Autriche et dont l'actionnaire serait M. Federico Salmoiraghi. Celui-ci détiendrait 100% de Remote 30 Moldavia. La Moldavie ferait partie des pays touchés par le Global Laundromat.</p>	<p>Nos travaux ont mis en évidence que Steel Telecom est une entreprise italienne contrôlée par M. Federico Salmoiraghi et dirigée par Mme Deborah Gambacorta, sa conjointe.</p> <p>Remote 30 (Moldova) est une société moldave contrôlée et dirigée par M. Federico Salmoiraghi.</p> <p>Le Global Laundromat est un schéma de blanchiment d'argent via des banques -installées entre autres en Russie, Moldavie et Royaume-Uni- opérationnel de 2010 à 2014 et utilisé par des criminels russes. Nous n'identifions pas de lien entre ce scandale et Remote 30 (Moldova).</p>
Solutions 30 Eastern Europe	<p>S30 EE aurait été renommée Salmo Services Eastern Europe Sarl et serait une filiale de Salmo Services GmbH. Bien qu'enregistrée en Autriche, les employés de Salmo Services GmbH seraient localisés majoritairement dans le sud de l'Italie. Ceci s'expliquerait par les acquisitions de BSI et BRSI.</p> <p>S30 EE serait liée à M. Federico Salmoiraghi. S30 aurait indiqué avoir commencé à travailler en Roumanie avec un partenaire local en 2013. Ce partenaire local serait M. Federico Salmoiraghi. S30 EE aurait été immatriculée en 2016 et aurait été détenue par S30 Italia et Mme Deborah Gambacorta, puis Swordfish Advisory serait devenu actionnaire à hauteur de 81% et S30 Italia aurait gardé une participation de 19%. Swordfish Advisory aurait racheté les 19% de S30 Italia en septembre 2020. Swordfish Advisory serait détenue à 99,6% par Salmo Services GmbH, entreprise de M. Federico Salmoiraghi, et à 0,4% par RZA Connect.</p>	<p>Nos travaux ont permis de vérifier cette allégation. S30 EE est une société liée à M. Federico Salmoiraghi.</p>

Sous-thème	Notre compréhension des principales Allégations	Nos constats
Rimiflu	Il existerait des éventuels liens entre S30 Italia, Rimiflu, GNS, Mme Deborah Gambacorta et M. Federico Salmoiraghi.	Nos travaux ont permis de vérifier cette allégation. S30, avec Mme Deborah Gambacorta, épouse de M. Federico Salmoiraghi, a investi en 2016 dans Rimiflu via GNS. Nous notons que Rimiflu a été revendue en 2020 et que GNS a été dissoute fin 2020. Cette cession s'explique par l'absence de rentabilité de Rimiflu.
Les allégations de blanchiment d'argent en lien avec Federico Salmoiraghi	M. Federico Salmoiraghi et 4 sociétés (RZA Connect, Remote 30 Eastern Europe, Swordfish Advisory et Winning Clean Services Srl) seraient parties dans un contentieux les opposants à la banque Roumaine, Transylvania. Le contentieux serait lié à des pièces justificatives non communiquées pour répondre à ses inquiétudes sur de potentiels pratiques de blanchiment.	Nos travaux n'ont pas permis d'identifier d'élément permettant de corroborer cette allégation. La liste des plaignants listés dans l'Allégation est inexacte. Aucune suspicion de blanchiment n'est mentionnée dans la demande de la Banque ou dans la décision de justice.
La détention de Remote 30 Eastern Europe	S30 aurait une détention minoritaire dans la société Remote 30 Eastern Europe via S30 EE, partie dans le cadre d'un contentieux en lien avec des faits de blanchiment d'argent.	Nous n'avons identifié aucun élément permettant de corroborer cette allégation.  A sa création en octobre 2018, S30 EE détenait 100% de Remote 30 Eastern Europe. A partir de septembre 2019, RZA Connect Srl et Swordfish Advisory Services Srl prennent respectivement 47,5% et 2,5% du capital.  S30 S.E., via S30 Italia, détient 60% de S30 EE à partir de janvier 2016, puis 19% à partir de mai 2018 et 0% à partir d'octobre 2020. S30 S.E. n'a donc jamais eu de participation supérieure à 19% dans S30 EE depuis la création de Remote 30 Eastern Europe en octobre 2018.